

**DU RURAL A L'URBAIN : QUAND LES IMAGINAIRES DE LA
VIOLENCE S'EXPORTENT DE L'OUEST AUX QUARTIERS
YAOSEHI ET DOUKOURE DE YOPOUGON - COTE D'IVOIRE**

**FROM RURAL TO URBAN: WHEN THE IMAGINARY OF VIOLENCE
ARE EXPORTED FROM THE WEST TO YAOSEHI AND DOUKOURÉ
IN YOPOUGON - CÔTE D'IVOIRE**

Yao Gervais COFFI

Doctorant

Département d'Anthropologie et de Sociologie

Université Alassane Ouattara

Email : gervais_cy@yahoo.fr

Konan Jérôme KOUAKOU

Département d'Anthropologie et de Sociologie

Université Alassane Ouattara

Email : jeromekouakou@uao.edu.ci

Côte d'ivoire

Résumé

La crise postélectorale ivoirienne de 2010 à 2011 a été l'occasion de heurts et de violences sociales et politiques qui ont été destructeurs dans tout le pays, mais beaucoup plus dans les régions de l'ouest et à Abidjan au sud. Dans cette ville, les imaginaires de violence se sont transposés des terroirs de l'ouest à Yaosséhi et Doukouré, deux quartiers précaires voisins de la commune de Yopougon. L'article vise à décrire ces imaginaires et expliquer comment ceux-ci se retrouvent dans un contexte urbain comme celui de ces deux quartiers. L'étude s'inscrit dans une approche phénoménologique qui s'appuie à la fois sur des données secondaires et sur des données primaires obtenues à partir d'entretiens semi-structurés. Il en ressort d'une part, que les communautés Wê et Malinké se représentent mutuellement comme

des groupes rivaux se disputant la terre en tant qu'enjeu socioéconomique et de pouvoir, et d'autre part, qu'elles appréhendent le champ politique comme une arène de compétition interethnique. L'exportation à Yaosséhi et Doukouré de ces imaginaires ainsi que des violences foncières et politiques de type ethnique qui en résultent, a été possible avec l'accueil des déplacés de guerre venus des terroirs de l'ouest déjà affectés par les brutalités. Elle s'est faite, non seulement en écho à la dynamique de violence à l'ouest, avec pour vecteurs les nouveaux habitants venus de cette région, mais aussi par l'incursion et l'établissement dans ces quartiers, de nouveaux acteurs de violence en majorité Malinké. Le tout a été facilité par la configuration sociale de ce secteur urbain qui, comme à l'ouest, fait cohabiter ces communautés rivales.

Mots-clés : Imaginaires de violence, Yopougon, conflit post-électoral, violence intercommunautaire, ouest rural.

Abstract

The post-electoral crisis of Côte d'Ivoire of 2010 to 2011 was the occasion of clashes and social and politic violences, which were destructors in all the country, but much more in the areas of the west and in Abidjan in the south. In this city, the violence imaginaries were transposed from countrysides of the west to Yaosséhi and Doukouré, two dangerous districts close of Yopougon. The article aims to describe these imaginaries and to explain how they are found in an urban context like these two districts. The study uses a phenomenological approach which rests on secondary data and primary data obtained with semi-structured interviews. This reveals that Wê community and Malinké community represent themselves mutually as rival groups disputing the land as a socio-economic and power challenge. Moreover they apprehend the political field like an interethnic arena of competition. Export of these imaginaries and land and political violences which result from it, to Yaosséhi and Doukouré, has been possible with the reception of populations came from the west already affected by brutalities. It was done, not only in echo with the dynamics of violence in the west, with new inhabitants came from this area as vectors, but also by the incursion and the establishment in these districts of new actors of violence mainly Malinké. This dynamic was facilitated by the social configuration of this urban sector which, as in the west, makes cohabit these rival communities.

Keywords: Violence imaginary, Yopougon, post-electoral conflict, intercommunity violence, rural west.

INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire a connu un violent conflit suite au scrutin présidentiel de novembre 2010. Ce fut l'occasion de divers types de brutalités : pillages systématiques, exactions, assassinats politiques et violences sexuelles, commis dans plusieurs villes ivoiriennes (HRW¹, 2011 ; HRC², 2011 ; APDH³, 2011 ; AI⁴, 2011). Cette guerre postélectorale est ainsi venue accentuer une décennie de crise nationale souvent parsemée d'événements violents. Son bilan s'élève à au moins 3000 morts et plus de 150 femmes violées au niveau national (HRW, 2011). Si ces brutalités ont été dévastatrices dans tout le pays, cependant, elles l'ont été plus particulièrement dans la zone de l'ouest, sur la côte sud et à Abidjan. Ces zones se révèlent, en effet, comme les régions ayant connu les plus graves incidents postélectoraux (HRW, 2011 ; HRC, 2011). La zone de l'ouest totalise 1.012 morts (UNOCI/HRD, 2011), dont plus de 505 enregistrés dans la seule commune de Duékoué, chef-lieu de la région du Guémon. Abidjan compte, quant à elle, au moins 1497 morts sur le total national (ICG⁵, 2014). A l'ouest, surtout dans les terroirs de Duékoué, la situation sociale est depuis longtemps affectée par des tensions sociales et une insécurité ambiante liées à la question foncière (UNOCI/HRD, 2011). La crise de 2010-2011 y a été, par conséquent, une occasion de représailles entre les communautés locales. Une situation toute particulière qui a fait l'objet d'investigations de plusieurs chercheurs et organisations des droits de l'homme. L'homogénéité relative de l'analyse à ce sujet permet de saisir les imaginaires de la violence ayant affecté la zone. Entendons par imaginaire social, un rêve éveillé que les membres d'une société font, à partir de ce qu'ils voient, entendent ou lisent, et qui sert de matériau et d'horizon de référence pour tenter de saisir et de comprendre leur situation sociale (Popovic, 2013). C'est aussi un ensemble de représentations rapportées et organisées, sans cesse relevées par des propos, des discours, des images, des textes, etc. (Popovic cité par Pinson, 2015), à propos d'un objet. Autrement dit, il représente ce que les uns et les autres appellent la réalité. Les imaginaires de la violence sont ici relatifs à cette réalité des brutalités ; réalité concernant notamment ses déterminants, son caractère propre relatif à ses protagonistes.

¹ Human Right Wash.

² Human Right Counsel.

³ Actions pour la Protection des Droits de l'Homme.

⁴ Amnesty International.

⁵ International Crisis Group.

A Abidjan, nous avons effectué une recherche qui visait, en partie, à appréhender la dynamique ainsi que le caractère de la violence postélectorale, précisément dans deux quartiers précaires voisins : Yaosséhi et Doukouré, dans la commune Yopougon. Ces enquêtes ont attiré notre attention sur une sorte de similarité et de transposition des imaginaires de la violence des terroirs de l'ouest à ces quartiers. Un rapport qu'à postériori nous ne pouvons pas négliger. La thèse issue de notre analyse à ce sujet, est que les imaginaires de la violence de terroirs comme ceux de Duékoué à l'ouest, se sont exportés dans cet espace urbain abidjanaise. Il existe une sorte d'échange entre le milieu rural et l'urbain, au centre duquel la violence intervient comme un produit d'exportation.

Si les brutalités dans ces localités distinctes et si éloigné l'une de l'autre⁶, ont été relativement analysées (HRW, 2011 ; APDH, 2011), ce rapport reste cependant méconnue. Quels sont les imaginaires de la violence de l'ouest, et comment ceux-ci se retrouvent-ils dans un contexte urbain comme celui de Yaosséhi et Doukouré à Abidjan ? Le présent travail voudrait donc déceler les imaginaires de la violence de l'ouest puis expliquer comment ceux-ci se retrouvent dans cet autre contexte urbain au sud du pays. L'étude s'achève par une discussion qui, au travers des imaginaires concordants, révèle une dynamique dans les processus d'échange et d'influence entre les entités et localités géographiques.

1. METHODOLOGIE ET SITES DE L'ETUDE

Nous ne faisons pas qu'exposer l'approche de terrain proprement dite. Mais le terrain lui-même, tel qu'il se configure, exige qu'il soit présenté pour une meilleure compréhension de l'étude.

1.1. Approche de terrain

L'étude s'inscrit dans une approche phénoménologique. L'analyse porte sur des expériences collectives vécues du phénomène de violence par les populations non seulement à l'ouest, mais aussi à Yaosséhi et Doukouré au sud. Une étude phénoménologique consiste ainsi à décrire l'essence de ces expériences.

D'une part, elle s'appuie sur des données secondaires ou documentaires. Celles-ci sont collectées dans des articles scientifiques, des rapports d'organisations nationales et internationales, traitant des violences de l'ouest de la Côte d'Ivoire. L'analyse à ce niveau, a permis de saisir et d'esquisser la composition des imaginaires de la violence de cette zone.

⁶ Une distance d'au moins 450Km les sépare, soit plus de 6 heures de route en autobus.

D'autre part, l'étude se fonde sur des données primaires en ce qui concerne singulièrement Yaosséhi et Doukouré. Ce sont des discours tenus par les habitants victimes et rescapés des violences postélectorales de 2010. Ces propos tendent à rendre compte des expériences de conflits locaux antérieurs et de brutalités qu'ils ont vécus. Ils ont été collectés dans le cadre d'une série d'entretiens semi-directifs sur le terrain, avec 36 enquêtés obtenus selon un échantillon en boule de neige. Les entrevues avec ces derniers ont été des échanges approfondis sur leur expérience vécue de la violence.

En aval de cette collecte, se trouve aussi un effort d'analyse de contenu, précisément de l'énonciation des événements et scènes relatés. Toutes choses qui ont permis d'appréhender les imaginaires de la violence dans ces lieux urbains abidjanais.

1.2. Situation géographique et socio-anthropologique des lieux à l'étude

Les différentes zones à l'étude sont situées à la fois géographiquement et sur le plan humain. Sont ici présentés les terroirs de Duékoué et les quartiers Yaosséhi et Doukouré à Abidjan.

1.2.1. Les terroirs de Duékoué dans la Région du Guémon, à l'ouest

L'ouest de la Côte d'Ivoire est un espace qui s'étend du littoral occidental jusqu'aux montagnes de la chaîne du mont Nimba en longeant la frontière du Libéria (ICG, 2014.) et en partie celle de la Guinée. Dans cet espace social, la Région du Guémon dont le chef-lieu est Duékoué, regroupe les localités rurales concernées par nos analyses. Ce sont des complexes ruraux constitués de plusieurs villages auxquels sont rattachés de nombreux hameaux. Sans compter les villages que concentrent les départements de Kouibly et Bangolo, faisant parties de la région et de notre étude, la circonscription de Duékoué, avec 408.148 habitants, compte 53 villages dont 15 dans la commune (AIP, 2012). Ces agglomérations rurales sont principalement agricoles (ICG, 2014). Leur caractère rural renvoie aussi à une ruralité contemporaine plus ou moins « urbanisée », caractérisée par la proximité et traversée par de multiples formes de mobilité entre complexes ruraux et pôles urbains.

Dans les terroirs de Duékoué, la configuration sociale fait cohabiter trois grands groupes sociaux, suite aux migrations agricoles. Ce sont les autochtones Wê, communément appelés Guéré et Wobé, traditionnellement propriétaires terriens ; les migrants ivoiriens, Baoulé venus du Centre du pays et Malinké et Sénoufo issus du Nord ; et les immigrés, en majorité burkinabés, mais aussi maliens, guinéens, etc. (AI, 2011 ; Kouakou, et al., 2016). Ces communautés vivent retranchées chacune dans des villages ou des quartiers séparés (UNOCI/HRD, 2011). En outre, celles-ci se disputent la propriété et l'usage de la terre. Il

s'agit en fait de conflits fonciers entre les Wê revendiquant leur autochtonie et ces migrants installés dans la région pour cultiver des plantations de café et de cacao (AI, 2011). A l'exception de certains terroirs de la région voisine du Cavally, ces localités constituent la zone où s'expriment, en effet, les plus fortes oppositions entre les communautés locales. Riches en plantations de café et de cacao, elles sont, depuis deux décennies en proie à une instabilité chronique. Elles concentrent l'essentiel des problèmes sociaux : fonciers, ethniques, politiques, sécuritaires et identitaires actuels. Leur zone a, en outre, été secouée par quelques-uns des incidents les plus graves survenus au cours de la récente crise postélectorale (ICG, 2014 ; UNOCI/HRD, 2011). Nombreux sont, en fait, ces villages qui, relativement à la crise, ont servi de sites d'enquêtes à certaines organisations nationales et internationales pour documenter les violences et leurs conséquences à l'ouest.

1.2.2. Yaosséhi et Doukouré : deux quartiers précaires d'Abidjan, au sud

Yaosséhi et Doukouré sont deux quartiers précaires voisins situés au cœur de la commune de Yopougon, au sud-ouest de la ville d'Abidjan. Ils présentent, avec quatre autres quartiers, une façade coïncidant avec l'une des rives d'un canal sinueux traversant la commune, du nord au sud via le centre (Voir figure1). Séparés par l'un des principaux boulevards communaux, ils forment ensemble, le long d'une partie du canal, un secteur urbain rectiligne. Ils s'étendent ainsi sur une surface globale de 475.972 m², soit 186.655 m² pour Yaosséhi et 289.317 m² pour Doukouré (Arc Ingénierie/Synergie Expertise, 2013). Ce quartier d'ensemble est limité au nord par le canal au-delà duquel se trouve le quartier SICOGLI, et par le quartier Selmer, côté Doukouré. Au sud, il fait frontière avec le quartier SIDEGLI-Lem. Certes Yaosséhi et Doukouré ne figurent pas dans le plan directeur de la commune, mais, ils sont des quartiers précaires reconnus par la mairie et bien connus de nombreux abidjanais. Ils abriteraient ensemble au moins 11.490 habitants en 2013 (Arc Ingénierie/Synergie Expertise, 2013), soit 4.506 habitants pour Yaosséhi et 6.984 habitants pour Doukouré.

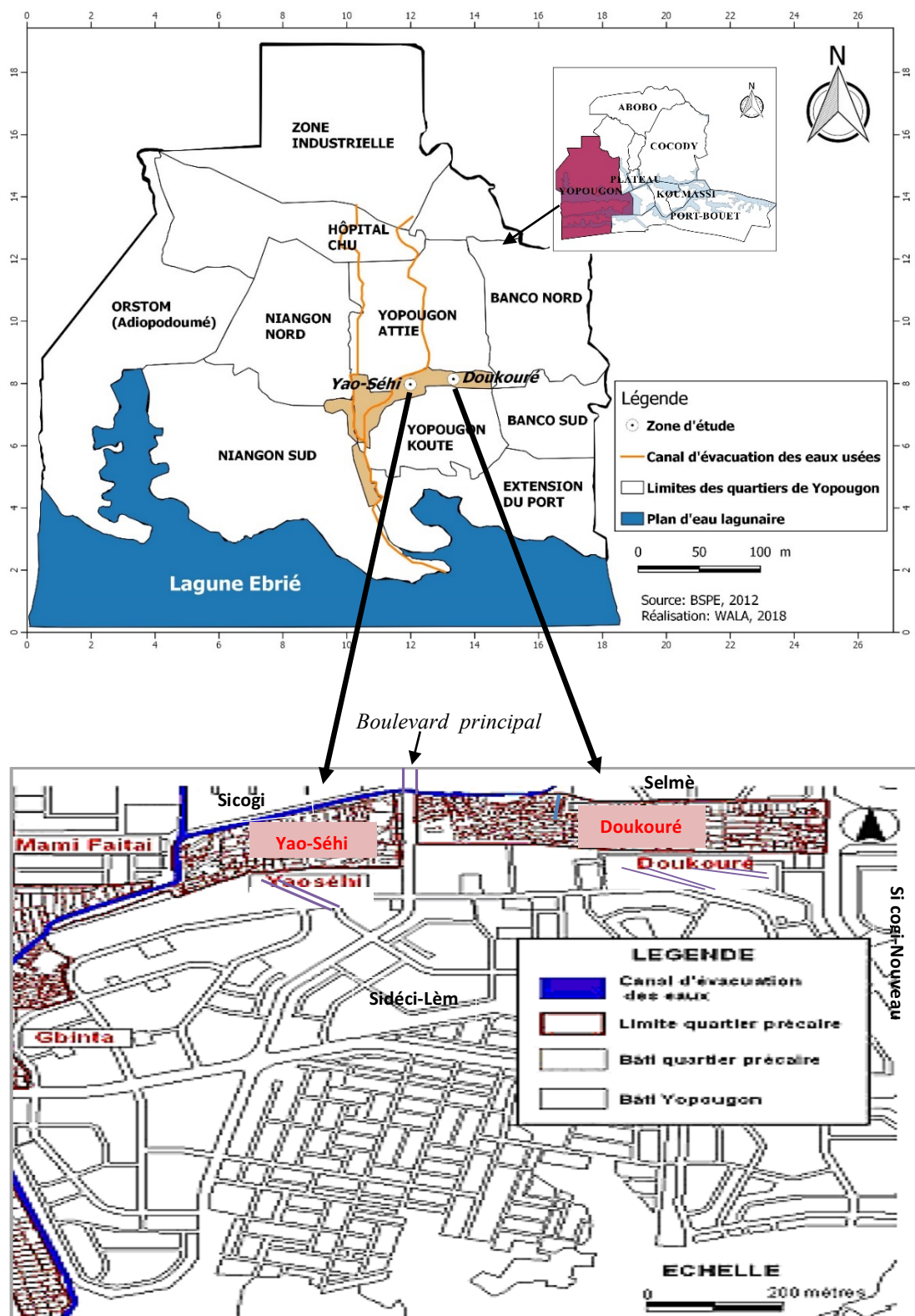
A l'instar des fractions communautaires de l'ouest, l'organisation de ces quartiers urbains voisins s'est faite sur une base ethnique. A Yaosséhi, les premiers habitants y sont installés avant 1980. Ce fut des prostituées ghanéennes à l'origine. Mais, le site devient dès 1980, une sorte de refuge, notamment pour des femmes célibataires de condition sociale précaire. A l'époque, Doukouré n'existait pas. La présence de cette population a ainsi contribué à constituer une sorte de bidonville dénommée « Mon mari m'a laissé ». C'est à la fin des années 80 avec le peuplement et l'organisation interne du quartier, que ce nom change au

profit de celui de « Yaosséhi », du nom du premier chef dudit quartier (Yao Séhi). Depuis son établissement et son organisation, ce quartier est particulièrement occupé par des ivoiriens de l'ouest. On y trouve certes quelques autres groupes ethniques, mais, une forte majorité de la population locale est issue du groupe Wê (jaugé empiriquement à environ 2/3 des chefs de ménages avant la crise par les habitants). A cette proportion s'ajoutent quelques autres ethnies du centre-ouest telles que les Bété et Dida, etc. formant avec les Wê, le groupe Kru. Quant à Doukouré, ses premiers habitants, déguerpis d'un site de la commune de Port-Bouët devant servir à l'extension du port d'Abidjan, y ont été installés en 1986, soit quelques années après l'établissement de Yaosséhi. Cette installation a été en fait favorisée par le maire de l'époque, Doukouré Moustapha. D'où la dénomination de « Doukouré » attribuée au quartier par les populations. On y trouve certes quelques autres ethnies. Mais, contrairement à son voisin, cette population est en grande majorité issue des communautés nordistes Malinké, Sénoufo, etc. et des émigrés maliens, burkinabés, guinéens, nigériens... Il n'existe pas de données officielles définissant leurs proportions, mais certains habitants les jaugent à environ 80% de nordistes ivoiriens et 18% d'immigrés, soit environ 98% de la population de Doukouré.

Ainsi s'est-il reproduit dans cet espace urbain, une configuration sociale similaire à celle de l'ouest. Sauf qu'ici la proportion de Baoulé est moins considérable. Cette configuration met côte à côte, deux quartiers précaires voisins, Yaosséhi et Doukouré, partagés ethniquement entre Wê (avec d'autres groupes Kru) et Malinké (avec d'autres nordistes et des allogènes). Depuis les années 2000, ce voisinage entraîne des tensions et violences. En 2010, les violences y ont ainsi fait au moins 170 morts et 28 victimes de viol⁷.

⁷ Sources croisées : HRW (2011) et nos enquêtes de terrain.

Figure 1 : Localisation de Yoasséhi et Doukouré dans la commune de Yopougon à Abidjan



Source : BSPE, 2012 ; Réalisation : WALA, 2018.

2. RESULTATS

Il convient tout d'abord de décrire les imaginaires de la violence des terroirs de l'Ouest. Il sera alors par la suite plus aisé de montrer par quel mécanisme ces imaginaires, qu'ils soient en rapport avec le foncier ou avec la politique, se sont exportés de Duékoué à Yaosséhi et Doukouré.

2.1. Les imaginaires de la violence des terroirs de Duékoué, à l'Ouest

Plutôt que de mesurer les diverses formes (physiques ou symboliques) de la violence, nous mettons en exergue ici les contours d'un imaginaire à ce sujet. Il s'agit d'un ensemble de représentations partagées au sein des terroirs de Duékoué et souvent rapportées par des textes.

2.1.1. Tensions et conflits fonciers à la source de la violence

A la source de la violence au sein des terroirs de Duékoué, à l'ouest, se trouvent des tensions liées à l'accès à la terre. Au cours des années 90, nombre de jeunes autochtones Wê retournés (à la terre), se sont sentis privés de quelques droits. Ils faisaient face à un manque d'opportunité économique et leurs familles avaient, des années auparavant, vendu la majorité des terres aux migrants. L'occupation souvent anarchique de la terre par les migrants, et la raréfaction de celle-ci ont entraîné chez ces natifs, un fort sentiment de dépossession en les plaçant dans une logique de récupération. De leur côté, les migrants, pensaient avoir légalement acquis la terre. Se considérant comme des propriétaires, ils ne comptaient pas se laisser exproprier. Autochtones et migrants vont dès lors se percevoir mutuellement comme des rivaux, voire des ennemis, les uns voyant les autres comme cherchant à les déposséder de la terre. De ces représentations réciproques et de la perception de la terre comme un enjeu socio-économique et de pouvoir, s'installent une tension et des conflits fonciers. Les rivalités ont été surtout récurrentes ces dernières années entre natifs Wê et migrants Malinké en s'exprimant à travers une revendication foncière faite de violences. Au niveau local, ces brutalités se révèlent comme des affrontements entre ces deux communautés.

2.1.2. Heurts et violences intercommunautaires : Wê vs Malinké

Dans les terroirs de l'ouest, la violence se révèle comme de récurrents affrontements entre les natifs Wê et les migrants Malinké et immigrés (ICG, 2014). En effet, si les heurts ont souvent opposé les Wê à tous les immigrants (UNOCI/HRD, 2011), la guerre de septembre 2002 consacre surtout leur intensification, entre Wê et Malinké (ICG, 2014). Depuis cette date, un assassinat survenant au sein d'une communauté donnée est systématiquement attribué aux

membres de l'autre communauté, sans enquête judiciaire préalable établissant la réalité des faits. Ce genre de faits a souvent entraîné de violentes représailles suivies de contre-représailles entre ces communautés dans plusieurs villages. Il en est ainsi, de plusieurs tueries rapportées, dont celles survenues à Diapahi (axe Duékoué-Guiglo), le 29 mai 2005 ; de celles de Petit Duékoué, et aussi de celles de Guitrozon survenues dans la nuit du 31 mai au 1er juin 2005 faisant plus de trente morts et de nombreuses personnes déplacées (UNOCI/HRD, 2011).

2.1.3. Violence postélectorale : une violence politique ethnique

En ce qui concerne les récentes brutalités postélectorales de 2010-2011, celles-ci se dévoilent comme constituant une violence politique de type ethnique et intercommunautaire. La connotation politique ici, renvoie aux rapports de force entre les groupes politiques présents au cours de cette crise et à leur contestation dans l'ensemble des terroirs à l'étude. Bien qu'ayant souvent éclaté pour des raisons non directement liées aux élections, les violences ont été exacerbées par les tensions politiques de 2010 entre deux camps : les autochtones Guéré, supposés partisans du LMP de Laurent Gbagbo et les allochtones (Malinké et Baoulé) vu comme des partisans du RHDP d'Alassane Ouattara. Les premiers accusaient les autres d'avoir donné leur voix au candidat du RHDP pour ainsi s'imposer dans leur région - (UNOCI/HRD, 2011). Des organismes comme AI (2011), HRW (2011) et UNOCI/HRD (2013) ont recueilli, à Duékoué et dans les villages environnants, plusieurs témoignages de personnes ayant mentionné cette tension suivie d'affrontements et violences. Il se révèle ainsi que, les Malinké, mais aussi les Baoulé et allogènes, ont été les cibles des violences et ont eux-mêmes attaqué des habitants Guéré. En effet, en décembre 2010 et mars 2011, des miliciens pro-Gbagbo et jeunes patriotes ont attaqué et pillé les communautés Malinké et allogènes à Fengolo et dans plusieurs autres villages. Ils ont abattu des partisans avérés ou présumés d'Alassane Ouattara en fonction de critères ethniques ou politiques et ont souvent buté contre la riposte de groupe d'autodéfense et de dozos (en majorité Malinké et allogènes), tentant de les repousser (AI, 2011 ; UNOCI/HRD, 2011). Ce genre d'affrontements s'est aussi transposé dans plusieurs lieux de la ville de Duékoué. Son caractère ethnique a été confirmé par le fait que presque toutes les personnes interrogées, ont décrit leurs agresseurs en utilisant des termes ethniques, soit les « Dioula » ou Malinké soit les « Guéré » ou Wê (AI, 2011). Lors de leur prise de contrôle de Duékoué et des villages environnants, les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) et Dozos ont, en représailles, massacré des Guéré sur des critères essentiellement ethniques (AI, 2011 ; HRW, 2011). Le caractère ethnique de ces

tueries s'explique par le fait que les témoignages indiquent que les populations non Guéré ainsi que leurs biens ont été épargnés (AI, 2011).

Ainsi se dégage un aperçu des imaginaires de la violence au sein des terroirs de Duékoué à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Ce sont ces imaginaires qui se sont exportés dans le contexte urbain de Yaosséhi et Doukouré, à Yopougon.

2.2. Transposition des imaginaires de tensions foncières entre Wê et Malinké de l'ouest à Yaosséhi et Doukouré

La mémoire des antagonismes liés à la terre à l'ouest a occasionné des rapports faits de tensions et heurts entre Wê et Malinké à Yaosséhi et Doukouré. L'arrivée des populations fuyant les violences de l'ouest et la morphologie sociale particulière des deux quartiers sont un facteur clé de l'exportation de ces imaginaires de violence sur fond de tensions foncières.

2.2.1. Tensions et heurts entre Wê et Malinké à Yaosséhi et Doukouré

Les personnes enquêtées à Yaosséhi et Doukouré ont évoqué le développement entre ces deux quartiers, d'une tension sociale antérieure à la crise de 2010-2011. Des querelles se sont en effet installées entre citadins Wê et Malinké depuis le début des années 2000. Ces dissensions se sont en fait nourries de la mémoire des tensions et conflits fonciers entre ces deux communautés dans l'ouest. Les Wê de Yaosséhi perçoivent les habitants Malinké et allogène de Doukouré comme semblables à ceux des terroirs de l'ouest qui disputent la propriété de la terre à leurs parents, et vice versa. Ces communautés urbaines en sont ainsi venues à se percevoir mutuellement comme des ennemis. *« Ce qui a fait que la crise là, ils n'ont visé que nous. C'est parce qu'ils nous ont pris comme leurs ennemies »*, a affirmé un habitant Malinké en parlant des Wê de Yaosséhi (Entretien avec BS, Doukouré, mars 2014). Dans ces deux quartiers urbains, la mémoire des tensions foncières de l'ouest a configuré les imaginaires de la violence et organisé les relations sociales faites de heurts entre Wê et Malinké.

Ce conflit-là, c'était vraiment une guerre, parce que, c'était avec des machettes et des couteaux, même des armes. Ils arrivent, quand Doukouré est fâché, eux, ils descendent en groupe ici (à Yaosséhi), pour venir attaquer. Quand il y a des blessés, ceux d'ici-là, eux, ils répliquent. Ils repartent à leur tour pour se venger. Et c'était comme ça. (Entretien avec YGA, Bété, Yaosséhi, mars 2014).

Ces affrontements intercommunautaires se sont toutefois déclenchés par le biais de quelques incidents de vols et de délinquances impliquant des jeunes pickpockets en majorité Wê. Le plus récent s'est déroulé au cours de l'année 2009, quand un jeune Wê de Yaosséhi, supposé pickpocket, a été lynché par des Malinké de Doukouré. *« Ils l'ont frappé, et il ne s'en est pas*

sorti [il est mort] (...). Depuis ce temps-là, il y avait une rancune entre Doukouré et Yaosséhi. », selon un habitant (Entretien avec BS, Malinké, Doukouré, mars 2014). Cet antagonisme, au cœur duquel se retrouvaient principalement les jeunes des différentes communautés, caractérisait alors les rapports de cohabitation intercommunautaires. Il marquait la conscience collective. Chez les uns comme chez les autres, il rendait d'autant plus insupportable la contrainte de proximité.

2.2.2. Des terroirs de l'ouest à Yaosséhi et Doukouré, la transposition des imaginaires de tension et de heurts intercommunautaires

La crise militaro-politique ivoirienne de 2002, en prenant une dynamique particulière à l'ouest, a surtout renforcé la tension et la violence entre Wê et nordistes Malinké. En plus d'avoir causé des dégâts humains et matériels au sein des terroirs de Duékoué, elle a suscité un exode massif de populations locales vers le sud, surtout à Abidjan. Dès septembre 2002, cette métropole a accueilli plus de 75% des déplacés de guerre internes, soit 933.000 des 1.204.966 personnes (Arc Ingénierie/Synergie Expertise, 2013). En particulier, les quartiers Yaosséhi et Doukouré ont enregistré à cette époque, une forte croissance démographique selon les habitants. Cela est dû à l'accueil massif de déplacés de guerre, en majorité jeunes, venus des localités de ouest à cause du conflit armé ou après celui-ci. A Doukouré comme à Yaosséhi, certains jeunes habitants ayant fait partie des ex-Forces Nouvelles (FN)⁸ ou de milice Wê ayant opéré à l'ouest à l'époque, sont identifiés par des habitants comme faisant partie de cette population.

La rivalité politique entre Yaosséhi et Doukouré était certes présente dès l'année 2000, mais elle n'engendrait pas de conflit majeur. C'est avec l'accueil en 2002 des déplacés de l'ouest que les citoyens Wê de Yaosséhi et Malinké de Doukouré en viennent à se percevoir mutuellement comme des ennemis en développant dans ces quartiers, les imaginaires de tension et de heurts similaires à ceux de l'ouest. La population reçue est présentée comme le vecteur de transposition de ces imaginaires au sein de la ville. Une tension sociale s'installe d'autant plus que la réalité urbaine, non seulement regroupe ces communautés, chacune dans un cadre bien déterminé, mais aussi les place côte à côte, du moins, face à face. Des terroirs de l'Ouest les heurts et violences intercommunautaires se sont ainsi exportés à ce lieu où cohabitent ces groupes de citoyens rivaux.

⁸ Forces Nouvelles (une coalition de mouvements rebelles).

Mais, il convient de souligner une particularité locale dans ce processus. Entre citadins Wê de Yaosséhi et Malinké de Doukouré, les images mutuelles d'ennemi et les tensions se font certes sur fond d'imaginaires relatifs aux tensions foncières de l'ouest. Toutefois, ici, les communautés se servent directement d'un espace local de pouvoir substitué à la terre de l'ouest pour s'affronter. Il s'agit d'un tronçon de boulevard séparant les deux quartiers, et dont le contrôle intervient comme un enjeu socio-économique pour chacune d'elles. Depuis 2002, en effet, des infractions se déroulent sur ce tronçon du boulevard frontière, dénommé « *Tout fa fraya* » (Tout arracher pour fuir). Avec un fumoir d'herbes stupéfiantes à Yaosséhi, qui dit-on, sert d'abri aux jeunes pickpockets, une insécurité s'est installée à cet endroit. Les habitants de Doukouré ont toujours reproché aux jeunes Wê d'y être impliqué. Une accusation en partie contestée par les derniers, signalant que quelques-uns des auteurs d'agression viennent d'ailleurs, et même de Doukouré. Cela a eu pour effet de renforcer les tensions entre jeunes Wê, reprochés de se servir du boulevard à des fins de vols et Malinké organisés autour, de sorte à en finir avec les voleurs et assurer à la route sa fonction de voie de circulation. C'est dans cette dynamique qu'au cours de l'année 2009, un jeune Wê de Yaosséhi fut lynché pour vol. Les relations intercommunautaires déjà influencées par les imaginaires de tensions foncières, ont encore revêtu une image conflictuelle en attisant les heurts entre les communautés des deux quartiers. En tant que frontière physique et publique, entre Wê et Malinké, il constitue un « espace-prétexte », substitut de la terre de l'ouest, autour duquel sont engagées directement les disputes et affrontements entre ces communautés.

2.3. Transposition des imaginaires de violence politique ethnique de l'ouest à Yaosséhi et Doukouré

De même qu'à Duékoué, la violence post-électorale à Yaosséhi et Doukouré a été une violence politique de type ethnique, la politique y étant également appréhendée comme une arène lutte interethnique. Cette façon de voir et son corollaire de violences s'y sont transposés en écho aux violences meurtrières qui ont eu lieu à l'ouest : nouveaux acteurs, mais aussi avec l'établissement dans ces quartiers de nouveaux acteurs de violence.

2.3.1. Violence postélectorale à Yaosséhi et Doukouré, une violence politique de type ethnique

A Yaosséhi et Doukouré, le rangement des communautés sous les identités politiques ne diffère pas de celui des localités de l'ouest : habitants Wê et autres Kru, perçus comme pro-LMP de Laurent Gbagbo et nordistes Malinkés, Sénoufos et immigrés, vus comme des

partisans du camp Ouattara. Comme à l'ouest, les heurts et violences entre ces groupes de partisans, et leur exacerbation au cours de la crise postélectorale de 2010-2011, marquent la conscience collective.

Ils [militants Wê de Yaosséhi] ont commencé à jeter les pierres sur les toits des maisons vers ici [à Doukouré]. Nous aussi, on a pris des pierres. Donc, on s'est lancé des pierres. (...). Et quand on est sorti, eux tous se sont séparés, (...). Nous, on a pris la route. Maintenant, la police est venue nous dire de rentrer que, eux, ils veulent passer. On est rentré ! Quand on est rentré, (...) encore, ils ont commencé à lancer cailloux. On a lancé cailloux encore. (Entretien avec D.A., Malinké, Doukouré, mars 2014).

Hormis les affrontements par jet mutuels de pierres, les personnes interrogées évoquent une violence multiforme ayant animé la dynamique des événements: pillage systématique ; viols collectifs ; incendies de bâtiments ; lynchages et exécutions. Si ces violences sont politiques en impliquant les camps politiques en place, chez les victimes, tant à Doukouré qu'à Yaosséhi, il se révèle une perception de celles-ci, comme constituant une violence à caractère ethnique et intercommunautaire. Les nordistes Malinké et les allogènes de Doukouré, ont été les cibles des violences et ont eux-mêmes attaqué les habitants Guéré de Yaosséhi. En effet, Malinké et immigrés se présentent comme ayant été, en premier, les cibles de brutalités impliquant les miliciens et habitants Wê partisans pro-Gbagbo, entre les mois de février et avril 2011 : « *Quand ça a commencé, nous qui étions chefs de RDR, c'est nous qu'on cherchait. C'est après maintenant que c'est devenu pour la population. Une fois que tu dis "Humko !", on te connaît déjà que tu es nordiste, Dioula (...), on te cherche, voilà !* » (Entretien avec CK, Sénoufo, Yaosséhi, mars 2014.)

Le secteur était, en ce moment, sous le contrôle de ces derniers. Cependant, avec l'incursion des FRCI à Yopougon et dans le secteur, la violence s'est dorénavant orienté vers les communautés Wê et autres Kru de Yaosséhi en impliquant ces forces ainsi que des habitants Malinké et allogènes.

Dès qu'ils sont venus, (...) ils ont commencé à tuer les Bété et les Guéré ! (...) Ceux qui conduisaient des gens pour leur indiquer les maisons des gens, ils sont là ; on les connaît. (Entretien avec GF, Guéré, Yaosséhi, décembre 2014).

« En ce moment, c'était les jeunes Guéré, Bété, Gouro... les gens de l'ouest, on cherchait (...) c'est parce que Gbagbo vient de l'ouest. Guéré, Bété, ils viennent de l'ouest. Gbagbo, il vient de l'ouest, et ses hommes tuent sur terrain. Donc les gens de l'ouest étaient visés. Donc c'était comme un règlement de compte. (Entretien avec YGA, Bété, Yaosséhi, décembre 2014).

Dans cet espace urbain, la crise postélectorale de 2010-2011 a ainsi connu une implication particulière des communautés Wê de Yaosséhi et Malinké de Doukouré. Elle a été l'occasion pour ces communautés de s'en prendre, mutuellement, l'une à l'autre à des moments propices

pour chacune, en les rendant ainsi tour à tour victimes et auteurs. Ce cycle de violences intercommunautaires est survenu comme une réplique de celle de l'ouest.

2.3.2. De l'ouest aux quartiers Yaosséhi et Doukouré : la transposition des imaginaires de violence politique de type ethnique

L'exportation des imaginaires de violence politique ethnique à Yaosséhi et Doukouré se fait, en partie, de manière non standardisée. Elle n'implique pas immédiatement un déplacement d'acteurs porteurs, la milice locale Wê, première autrice de violence, étant constituée, en majorité d'habitants permanents du secteur. Ici, la dynamique de la violence et les imaginaires y afférents se sont d'abord fait l'écho des heurts et violence qui ont opposé Wê et Malinké, entre décembre 2010 et mars 2011 à l'ouest. Ils sont en rapport à l'attaque par FRCI et Dozo, de ces terroirs. En fait, dès décembre 2010, suite aux attaques de leurs positions dans l'ouest par les forces régulières et les miliciens, les FAFN⁹ ont pris le contrôle de plusieurs villages Wê (AI, 2011). Des incidents intercommunautaires ont, d'ailleurs eu lieu dans toutes les régions de l'ouest. Beaucoup plus violentes, cette guerre a fait au moins 505 morts dans les terroirs et la ville de Duékoué. Parmi les victimes identifiées, l'ONUCI a dénombré au moins 100 Malinké, 159 Burkinabés, 68 Maliens, 6 Guinéens, 5 Béninois et 30 Baoulés, d'une part, et 341 Guéré, d'autre part (HRW, 2013).

Par ailleurs, à travers médias (*Fraternité Matin*, n°13847 du 05 janvier 2011) et agoras¹⁰, les échos de cette dynamique se sont avérés retentissants au sud, à Abidjan. Ils l'ont été notamment à Yaosséhi et Doukouré en suscitant chez les citadins Wê et autres Kru, la tendance aux représailles à l'égard des Malinké et allogènes.

Après les élections, au moment du gouvernement de Gbagbo (...), c'est en ce moment-là même que ça chauffait ici-là, parce que notre base là, c'était les gens de LMP qui étaient beaucoup. Je partais au marché. Sur le pont-là, maintenant, il [un milicien] m'a demandé. C'était un Guéré. (...). Maintenant, il a commencé à m'insulter que : " imbécile-là, chien-là, tu es malade ou bien quoi ? Toi, tu vas passer ici ? Vos parents sont en train de tuer nos parents à Duékoué là-bas et puis toi, tu vas venir ici ? Si tu ne veux pas ta mort tout de suite là, retourne là-bas !" Il avait kalach. En ce moment là aussi, on brûlait les garçons. [Malinké et allogènes]. (Entretien avec S.F., victime Malinké, Doukouré, mars 2014).

Quelques mois après le début des événements de l'ouest, en février 2011, et ce jusqu'en mai, les imaginaires de la violence politique à caractère ethnique y ayant cours vont ainsi se retrouver à Yaosséhi et Doukouré. Cela est ainsi, d'autant plus que, d'une part, à Yaosséhi, la

⁹ Forces Armées des Forces Nouvelles, coalitions de trois groupes rebelles opposés aux pouvoirs Gbagbo.

¹⁰ Espaces aménagés dans plusieurs quartiers urbains, et souvent fréquentés par des habitants, ils servaient de lieux d'échanges politiques partisans LMP, au cours de la crise.

milice d'habitants Wê, y avait établis son quartier général et exerçaient brutalement le contrôle de tout le secteur. Hormis les heurts ayant opposé les camps politiques, ce groupe a exécuté des habitants Malinké et allogènes de Doukouré supposés rebelles et donc ennemis. D'autre part, la transposition de cet imaginaire similaire s'effectue avec l'établissement de miliciens dits FRCI et d'habitants Malinké. Ceux-ci se présentent, en partie, comme porteurs de l'exportation des imaginaires de violence politique ethnique. Chez les Wê, cet imaginaire se transpose et prend forme avec l'établissement de ces acteurs qui, soit venus de l'ouest soit momentanément déplacés de Doukouré, ont pu faire incursion dans le secteur en les percevant comme des miliciens ou leurs complices. Ceux-ci ont à leur tour massacré des Wê et autres Kru de Yaosséhi.

3. DISCUSSION : INTERET D'UNE ANALYSE DES IMAGINAIRES DE VIOLENCE A L'ETUDE

Cette étude a analysé la transposition des imaginaires de la violence des terroirs l'ouest aux quartiers de Yaosséhi et Doukouré à Abidjan. Les deux lieux, sont dans l'imaginaire social, des foyers permanents de tensions, d'affrontements et de brutalités sociales. La violence est non seulement politique, mais aussi intercommunautaire ou interethnique. Si le dernier type est resté longtemps ancré au cœur du monde rural ivoirien, au cours de ces dernières années, quelques milieux urbains s'accommodent aussi de telles dynamiques de violence. Cette réalité est attestée notamment par les événements de la ville de Duékoué à l'ouest et par celles de Yaosséhi et Doukouré et d'autres quartiers à Abidjan. Deux choses sont ainsi mises en jeu et constituent en même temps des défis pour la gouvernance de tels espaces urbains. Ce sont l'inclusion sociale et la sûreté publique qui y sont souvent mises en mal.

Au travers des liens et de la similarité des imaginaires de violences de l'ouest et de Yaosséhi et Doukouré, se dévoilent surtout quelques remarques. Et c'est là aussi l'intérêt de l'analyse à ce sujet. L'une des observations est ce sur quoi Fliche (2010) a fait le point dans la postface d'une étude portant sur : la triade « ruralité », « urbanité » et « violence » turque. C'est que la violence politique pouvait se rattacher à des tensions et conflits locaux et s'en adapter. En effet, dans les localités comme celles de l'ouest et le secteur de Yaosséhi et Doukouré fortement touchées par les brutalités politiques de 2010-2011, celles-ci tirent leur source d'imaginaires de violence, de micro-conflits et tensions locales devenus endémiques. Ces crises sont ici liées à des ressources ou des espaces de pouvoir discutés par les communautés. A l'ouest, cet espace est la terre, avec tout ce à quoi celle-ci peut servir. Il règne autour de

cette ressource un immense désordre que ni la loi coutumière ni la loi moderne n'arrivent à contenir (ICG, 2014). Dans les quartiers Yaosséhi et Doukouré, la crise tire ses sources d'imaginaires de violences importés de l'ouest, mais elle se joue localement autour d'un tronçon du boulevard séparant les deux quartiers, et dont le contrôle apparaît comme un enjeu économique et sécuritaire pour les groupes communautaires. Quel que soit le type d'ancrage local de tels conflits et tensions, leur dynamique a évolué avec celle de la controverse politique nationale. C'est notamment dans le cadre des tensions politiques que celles des localités trouvent le moyen d'aboutir aux extrêmes. L'ampleur de la violence politique est ainsi liée à la nature des crises locales.

Un autre élément plus essentiel se révèle en ceci que conflits et violences se révèlent comme le produit d'une forme d'échange entre les mondes ruraux et urbains. A ce niveau, disons que les rapports entre ces deux entités s'inscrivent dans une histoire et une série de relations sociales, pour emprunter une expression de Courade (cité par Tchawe, 2000). Ces relations ont été tantôt abordées du point de vue du ravitaillement (en denrées et main-d'œuvre) des villes par les ruraux (Ba, 2000 ; Péliissier, 2000), tantôt du point de vue de l'urbanisation des espaces ruraux. Sur le second point, Péliissier (2000) parlait de phénomène urbain qui s'est reproduit dans les espaces ruraux. Mais, si tant est que la ville s'est disséminée dans les milieux ruraux comme il le dit, aussi, des phénomènes ruraux se reproduisent dans les centres urbains. C'est le cas de quartiers urbains constitués sur des bases ethniques et aussi de violences intercommunautaires qui, des zones rurales se transposent en ville. Au sujet de la question foncière, on peut à tort penser qu'elle ne touche que les populations rurales et ne concernent en rien les villes, et par conséquent avoir tendance à les négliger. Or on voit bien ici que les conflits qui ont lieu autour du foncier en zone rural ont des répercussions en plein cœur de la métropole. Nous pouvons ainsi dire que s'engager à résoudre la question du foncier rural revient du même coup à résoudre certaines tensions et instabilités sociales au sein des villes pour ainsi les rendre plus sûres.

Il convient de discerner désormais de tels processus d'influence entre localités rurales et villes, et plus généralement entre les lieux géographiques distants. Celui-ci s'effectue aussi, à quelques dimensions près, entre localités à l'échelle internationale. Par exemple, un article de Jol Press publié le 11 octobre 2014, a souligné « *l'importation en Allemagne du conflit au Moyen-Orient* ». Dans les villes allemandes de Hambourg et de Celles, en effet, des violences ont éclaté en octobre 2014, où des militants islamistes et des membres de la communauté kurde se sont affrontés. Ces heurts se sont fait l'écho de la guerre qui faisait rage en Syrie et

en Irak, qui opposait l'Etat Islamique aux Kurdes irakiens et syriens. Ils se déroulent parallèlement à l'attaque, par les islamistes, de la ville de Kobané, localité kurde située au nord de l'Irak. Hambourg et la ville de Celles furent des localités favorables pour la transposition du conflit kurde et des violences, en ce sens qu'elles abritent des populations réfugiées issues des communautés en conflit au Moyen-Orient. Face à ces violences, des autorités allemandes ont insisté sur l'importance d' « *empêcher que les conflits sanglants et brutaux du monde entier se répandent en Allemagne* ». (Jol Press, 2014). Ainsi, dans ce genre d'échanges entre lieux, s'inscrivent les distances, des acteurs et tous les autres phénomènes d'accompagnement, pour emprunter l'expression de Ba (2000). Au centre de cette relation, et au travers des imaginaires concordants, conflits et violences interviennent comme un produit pouvant se transférer d'une localité à une autre. Ceci revêt ainsi de nouveaux enjeux pour la gouvernance de certaines villes et invitent la réflexion sociologique à une sorte d'« inter-spécialité », levant la frontière, par exemple, entre les sociologies urbaines et rurales ou entre des études localisées. En fait, une connaissance participative de tels phénomènes sociaux qui s'établissent dans des quartiers urbains, offre la possibilité de comprendre certains déploiements d'instabilité sociale dans certaines villes.

CONCLUSION

En définitive, cette étude est centrée sur les imaginaires de la violence qui se sont exportés des terroirs de l'ouest à Yaosséhi et Doukouré à Abidjan. D'une part, les heurts et violences intercommunautaires liés au foncier, entre Wê et Malinké, évoquant les brutalités de l'ouest, se sont étendus à Yaosséhi et Doukouré. L'exportation de cette forme de violence et sa perception ont surtout été possibles avec l'accueil des déplacés de guerre venus des terroirs de l'ouest déjà affectés par les brutalités. Cela a été effectif, d'autant plus que la configuration sociale de ce secteur urbain, comme à l'ouest fait cohabiter ces communautés rivales.

La violence postélectorale de 2010 à 2011 à Yaosséhi et Doukouré, intervient d'autre part, comme une violence politique de type ethnique et intercommunautaire, un imaginaire importé des terroirs de l'ouest. Cet autre échange s'est plutôt fait, non seulement en écho à la dynamique de violence à l'ouest, avec pour vecteurs les nouveaux habitants venus de cette région, mais aussi par l'incursion et l'établissement dans ces quartiers, de nouveaux acteurs de violence en majorité Malinké.

L'analyse souligne un accord entre violences politiques et ethniques, et révèle une sorte d'échange entre milieux (rural et urbain), au centre duquel la violence intervient comme un produit d'exportation. La question de la compréhension des facteurs et vecteurs de connexion, notamment entre violence politique et brutalité ethnique se pose. Elle a besoin d'être examinée.

BIBLIOGRAPHIE

Actions pour la Protection des Droits de l'Homme (2011). Côte d'Ivoire : "haro sur l'état de non droit". URL : <http://www.connectionivoirienne.net/downloads/rapportapdh.pdf> (Consulté le 07 janvier 2019).

Agence Ivoirienne de Presse (2012). Cartographie de Duékoué, capitale de la nouvelle région du Guémon. URL : <http://news.abidjan.net/h/431711.html> (Consulté le 07 janvier 2019).

Amnesty International (2011). "Ils ont regardé sa catted'identité et l'ont abattu." Retour sur six mois de violences post-électorales en Côte d'Ivoire. URL : <https://www.amnesty.org/download/Documents/24000/afr310022011fr.pdf> (Consulté le 07 janvier 2019).

Arc ingénierie/synergie (2013). Diagnostics et plans d'amélioration des quartiers précaires des 13 communes du district d'Abidjan. Rapport diagnostic Commune de Yopougon.

Ba, C. (2000). Circulation des biens et approvisionnement des villes, le raccourci par l'agriculture péri-urbaine et le rôle des femmes. Bulletin de l'APAD, 19. URL : <https://journals.openedition.org/apad/429> (Consulté le 07 janvier 2019).

Conseil des Droits de l'Homme (2011). Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Côte d'Ivoire. URL : https://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/17session/A.HRC.17.48_Extract_fr.pdf (Consulté le 07 janvier 2019).

Fliche, B. (2010). Écraser le serpent ? Violences privées et violences politiques dans l'espace rural turc. Etudes rurales, 186, 197-208.

Human Rights Watch (2011). "Ils les ont tués comme si de rien n'était". Le besoin de justice pour les crimes postélectorales en Côte d'Ivoire. URL : <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/cdi1011frwebwcover.pdf> (Consulté le 07 janvier 2019).

Human Rights Watch (2013). "Cette terre est la richesse de ma famille". Agir contre la dépossession de terres suite au conflit postélectoral en Côte d'Ivoire. URL : <https://www.hrw.org/fr/report/2013/10/09/cette-terre-est-la-riche-esse-de-ma-famille/agir-contre-la-depossession-de-terres> (Consulté le 07 janvier 2019).

International Crisis Group (2014). Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation. Rapport Afrique n°212 URL : <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/212-cote-d-ivoire-le-grand-ouest-cle-de-la-reconciliation.pdf> (Consulté le 07 janvier 2019).

Kouakou, K. J. et al. (2016). Quand la question foncière sape les actions humanitaires de cohésion sociale dans les Régions du Guémon et du Cavally en Côte d'Ivoire. Informations et Commentaires - Le développement en questions, 174, 32-41.

Pélissier, P. (2000). Les interactions rurales-urbaines en Afrique de l'Ouest et Centrale. Bulletin de l'APAD, 19. URL : <https://journals.openedition.org/apad/422> (Consulté le 07 janvier 2019).

Pinson, G. (s.d). Imaginaire social ». Socius : Ressources sur le littéraire et le social. URL : <http://ressources-socius.info/index.php/lexique/21-lexique/156-imaginaire-social> (Consulté le 07 janvier 2019).

Popovic, P. (2013). La mélancolie des Misérables. Essai de sociocritique, Montréal : Le Quartanier.

Rédaction Jol Press (2014). Islamistes contre kurdes. La guerre au Moyen-Orient s'exporte en Allemagne. Jol Press. URL : <http://www.jolpress.com/alle-magne-exportation-guerre-moyen-orient-kurdes-etat-islamique-irak-syrie-article-828357.html> (Consulté le 07 janvier 2019).

République de Côte d'Ivoire. Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2014.

Tchawe, H. E. (2000). Les commerçants et les transporteurs dans l'approvisionnement vivrier et la distribution alimentaire à Douala (Cameroun). Bulletin de l'APAD, 19. URL : <http://apad.revues.org/431> (Consulté le 14 novembre 2018).

Tra-Bi, St. (2011). Duékoué, 2 personnes brûlées vives hier. Fraternité Matin, n°13847 du 05 janvier 2011.

UNOCI/HRD (2011). Rapport sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. URL : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Rapport_sur_les_violations_des_droits_de_l_homme_a_l_Ouest.pdf (Consulté le 07 janvier 2019).